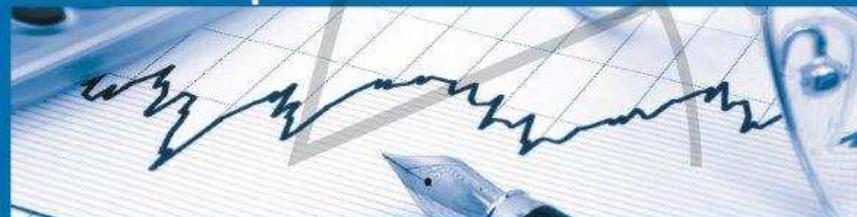


Insee Conjoncture

Martinique



Antilles-Guyane

Au 2^e trimestre 2020, l'activité économique de la Martinique reste impactée par la crise sanitaire

Note de conjoncture régionale – 2^e trimestre 2020

Au deuxième trimestre, la crise sanitaire continue d'avoir des répercussions sur l'activité économique en Martinique. Les effectifs salariés reculent de 1,5 % et retombent au niveau de fin 2018, même si le léger rebond de l'intérim limite les destructions d'emplois. Les trois quarts de ces suppressions concernent le secteur tertiaire marchand (hors intérim).

Les constructions de logements restent en retrait. Les créations d'entreprises reculent également et l'hôtellerie peine à repartir.

Eric Mével, Marion Lauvaux (Insee)

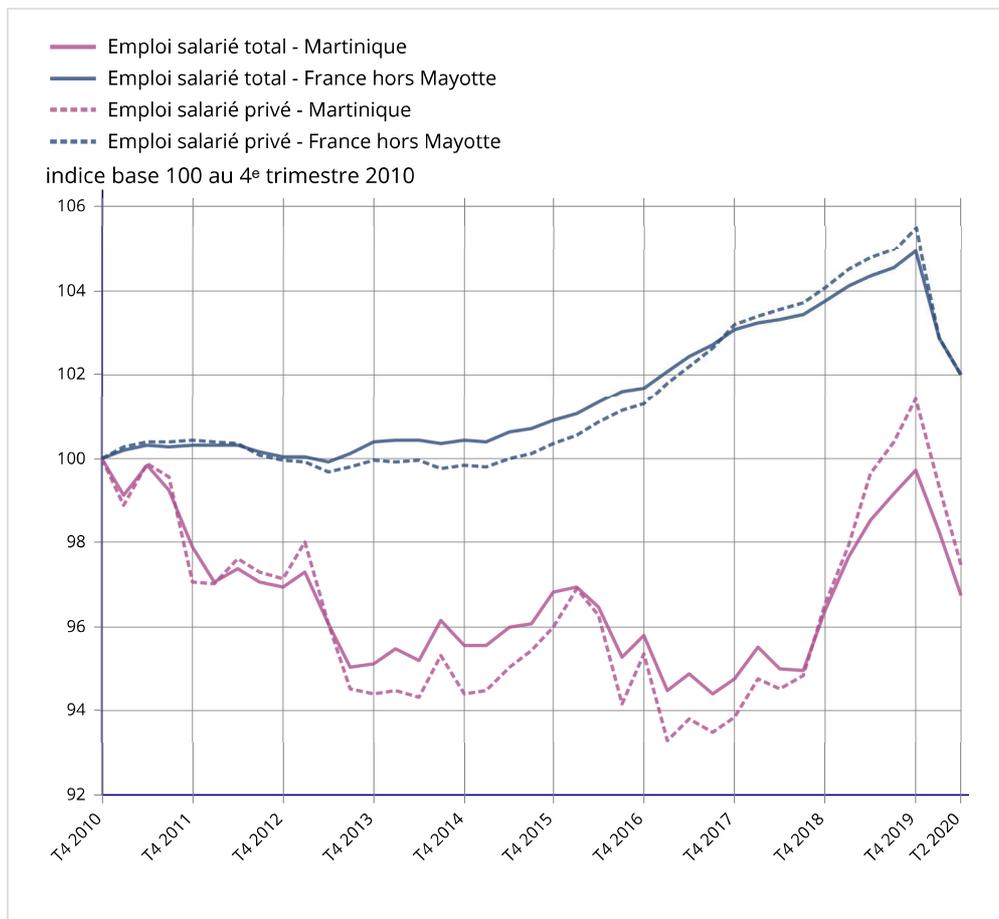
Insee Conjoncture Martinique N° 11 - octobre 2020

Au deuxième trimestre 2020, l'emploi salarié continue de reculer en Martinique (- 1,5 %), comme au premier trimestre (**figure 1**). En six mois, la hausse continue sur l'année 2019 a été effacée. Les effectifs (121 500 salariés) retombent à leur niveau de fin 2018.

Le secteur privé, en recul de 1,9 % sur le trimestre et de 2,2 % sur un an, est le principal contributeur à cette baisse globale de l'emploi salarié. Le secteur public résiste un peu mieux, avec une baisse de 0,8 % sur le trimestre et de 1,1 % par rapport au deuxième trimestre 2019.

Sur une période d'un an, les effectifs salariés sont en recul de 1,8 %, ce qui représente une perte de 2 230 emplois. En France (hors Mayotte), la baisse de l'emploi salarié par rapport au premier trimestre est moins marquée (- 0,9 %), mais elle est plus importante sur un an (- 2,3 %).

Figure 1 – Évolution de l'emploi salarié



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié continue de se dégrader

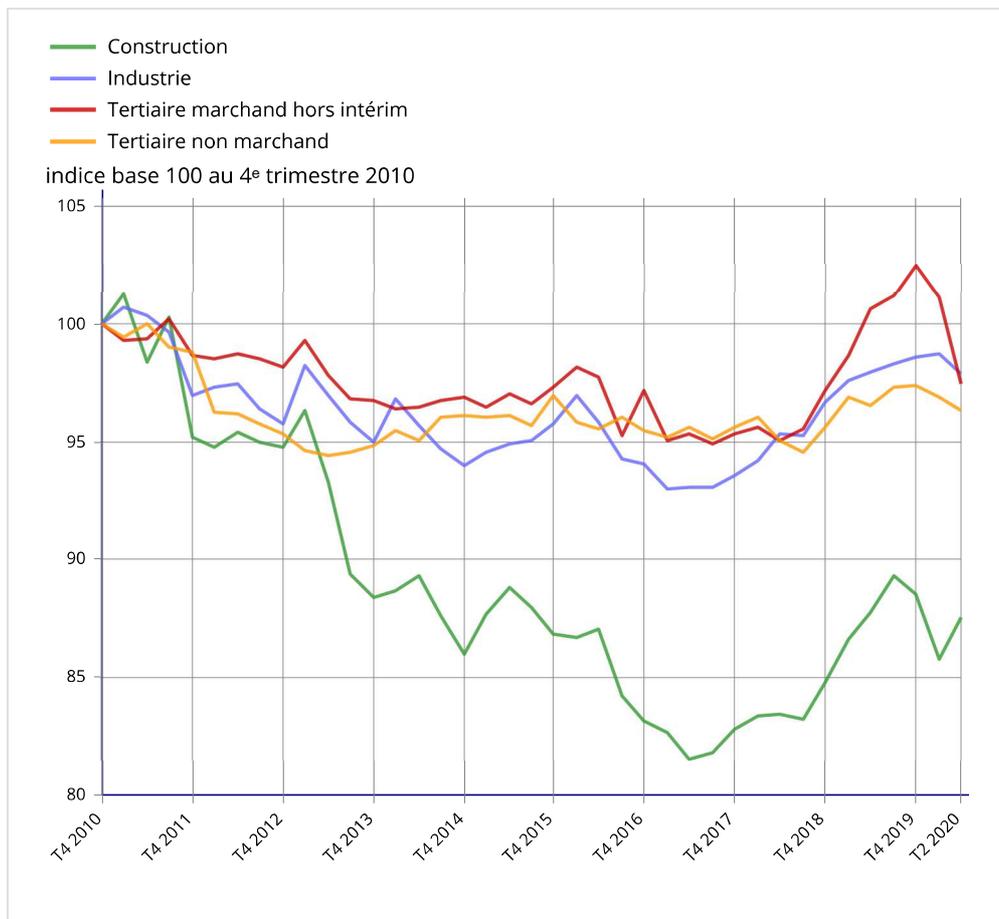
L'emploi salarié dans le secteur tertiaire marchand (hors intérim), qui représente 40 % des effectifs en Martinique, se contracte de 3,6 % au deuxième trimestre (soit 1 920 emplois perdus), après - 1,4 % au premier trimestre (**figure 2**). Sur un an, la baisse s'établit à 3,2 % : trois destructions d'emploi sur quatre concernent ce secteur.

Pour le secteur tertiaire non marchand, la baisse trimestrielle est limitée à 0,6 %, dans la continuité du premier trimestre (- 0,5 %). Par rapport au deuxième trimestre 2019, l'évolution des effectifs est orientée légèrement à la baisse (- 0,2 %).

Le nombre d'emplois dans le secteur du commerce baisse de 3,7 % par rapport au premier trimestre. La baisse sur un an est encore plus forte, puisqu'elle s'établit à 4,4 %, soit 600 emplois détruits.

Dans le secteur de la construction, après un début d'année délicat (- 3,2 % au premier trimestre), les effectifs salariés repartent à la hausse à la fin du deuxième trimestre (+ 2,1 %) mais restent légèrement inférieurs à leur niveau observé un an auparavant (- 0,2 %).

Figure 2 – Évolution de l'emploi salarié par secteur en Martinique



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

AVERTISSEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le taux de chômage au sens du BIT a diminué sur les deux premiers trimestres de 2020, mais il s'agit d'une baisse « en trompe-l'œil ». En effet, pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, la période de confinement a fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (en particulier pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité était à l'arrêt), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant par exemple). Au total, la nette baisse du chômage au sens du BIT début 2020 ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi.

Le champ des taux de chômage localisés couvre à présent les DOM (hors Mayotte) sur une période débutant au premier trimestre 2014.

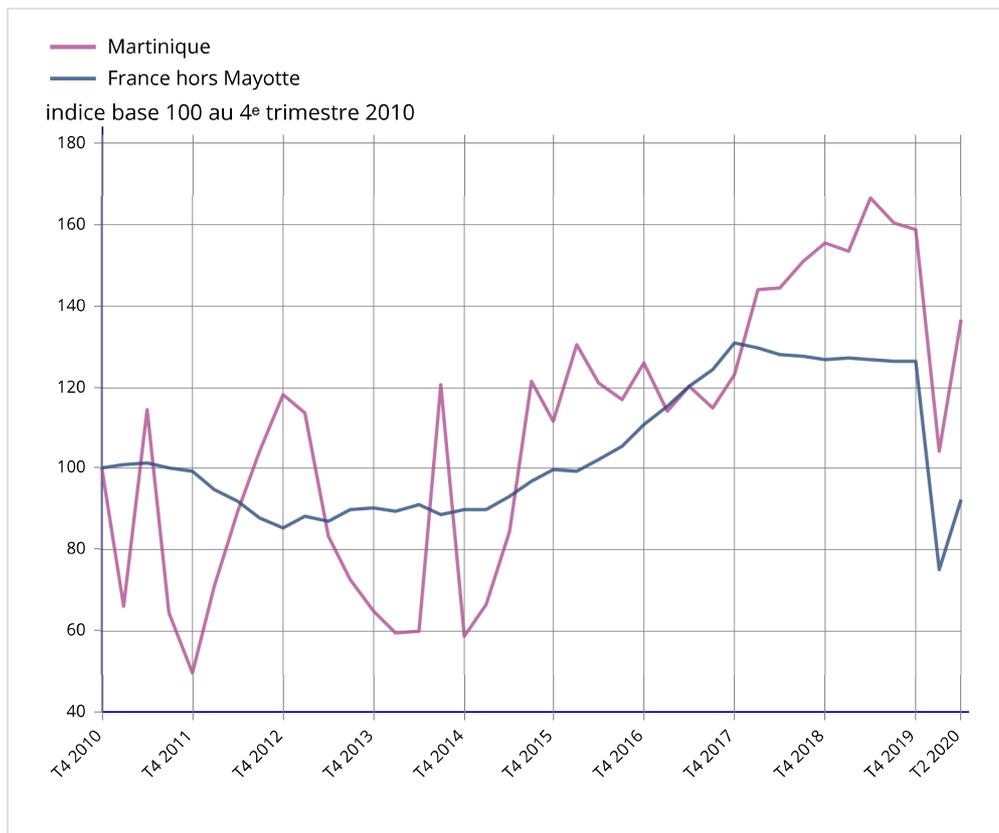
Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

Rebond de l'intérim

Si le mécanisme de chômage partiel a préservé une grande partie des emplois durant la crise sanitaire, les entreprises qui ont vu leur activité baisser ont limité le recours au travail intérimaire. Avec la reprise d'activité, l'intérim rebondit de 30,9 % au deuxième trimestre, après une chute vertigineuse de 34,3 % au premier trimestre (**figure 3**). Le niveau de l'emploi intérimaire reste cependant inférieur de 18,1 % à celui observé au deuxième trimestre de l'année passée et représente 1 734 emplois.

Le même phénomène est observé sur l'ensemble du pays (hors Mayotte), avec une baisse de 40,4 % au premier trimestre et un rebond de 23,0 % au deuxième trimestre pour une évolution annuelle de - 27,1 %.

Figure 3 – Évolution de l'emploi intérimaire



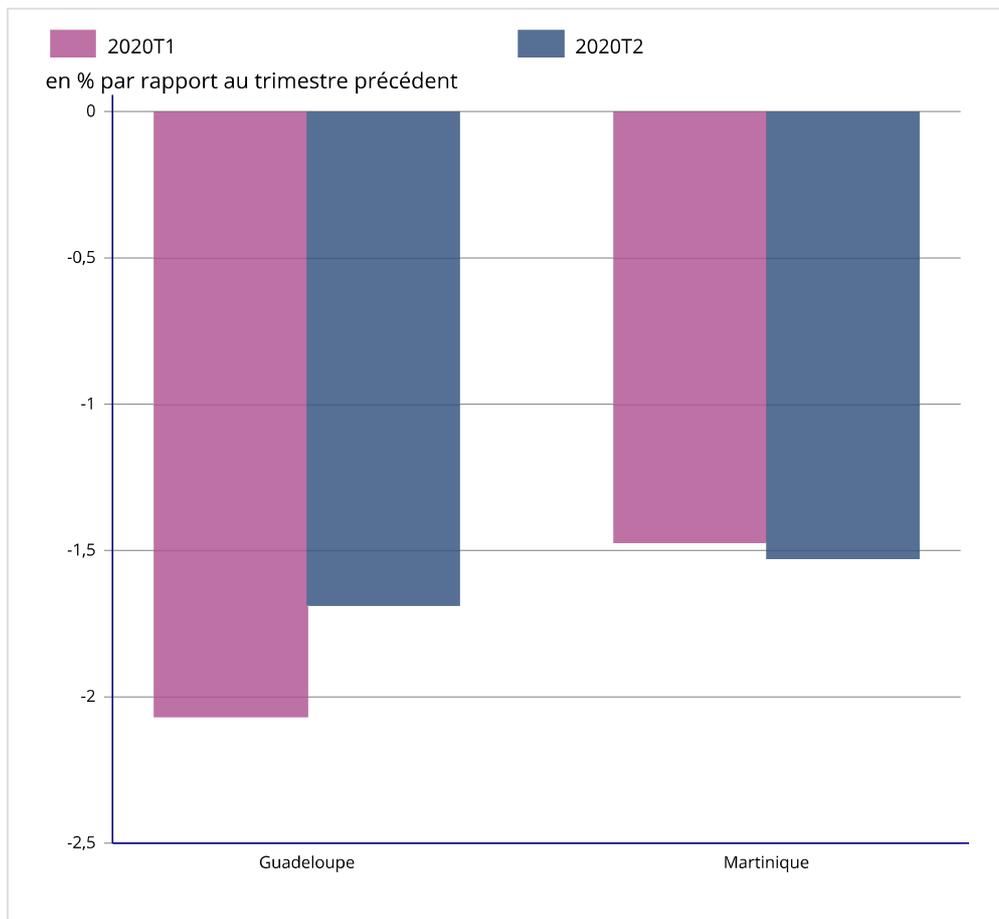
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi recule aussi en Guadeloupe

En Guadeloupe, l'emploi salarié chute à nouveau de 1,7 % au deuxième trimestre (**figure 4**) et retrouve un niveau comparable à celui de fin septembre 2018. Hormis l'intérim qui rebondit, la baisse concerne l'ensemble des secteurs d'activité. Les emplois dans le secteur marchand (hors intérim) reculent de 3,1 %, ceux du secteur non marchand se contractent de 1,2 % tandis que les effectifs dans la construction baissent de 2,5 %. Dans le même temps, les créations d'entreprises continuent de ralentir.

Figure 4 – Évolution de l'emploi salarié total par département



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

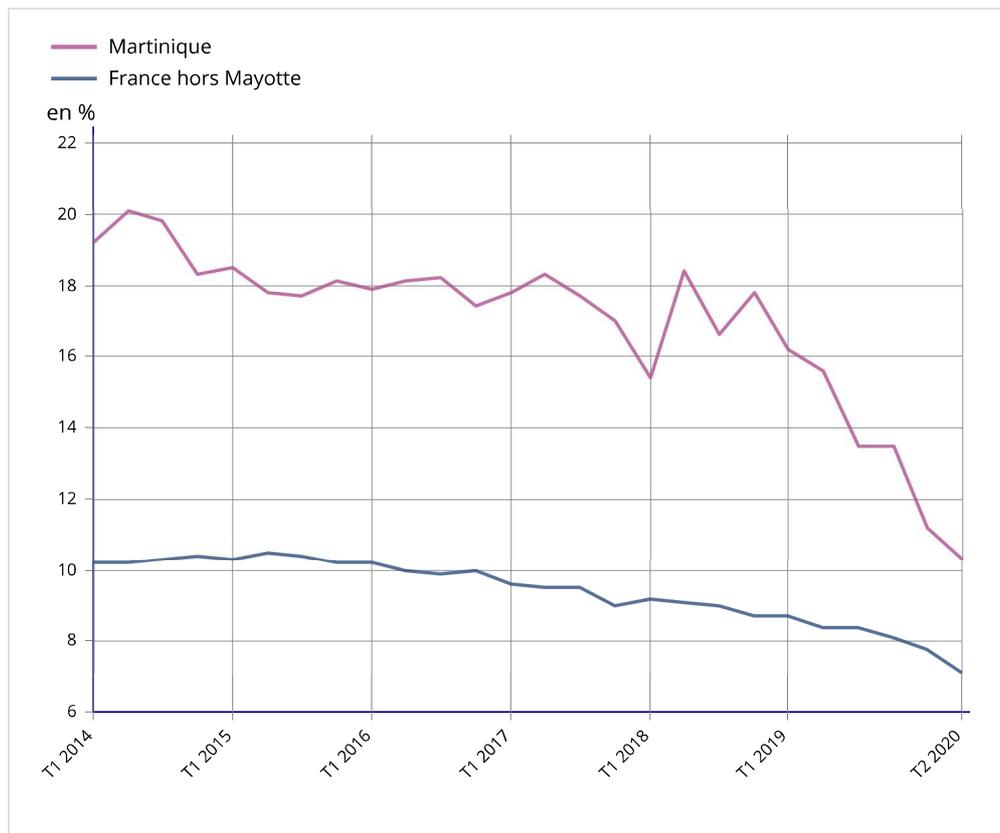
Baisse en trompe-l'œil du chômage

Le taux de chômage, au sens du bureau international du travail (BIT) baisse de 0,9 points au deuxième trimestre, après - 2,3 points au premier trimestre et s'établit à 10,3 % (**figure 5**). En France (hors Mayotte), il est de 7,1 % (- 0,7 point).

Cette baisse ne reflète pas la tendance d'une réelle amélioration du marché du travail, puisque les estimations d'emplois salariés continuent de baisser, mais plutôt de l'impossibilité pour certaines personnes de chercher du travail (**voir avertissement**).

Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que, pendant le confinement de la population, les personnes sans emploi étaient moins disponibles pour travailler (en raison de garde d'enfants par exemple) et n'ont pas pu rechercher activement de travail suite à l'arrêt de l'économie. Ces deux critères, retenus dans la définition du chômage au sens du BIT, expliquent que des personnes sans emploi ne soient plus considérées comme chômeuses, mais comme « inactives ».

Figure 5 – Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues, augmente de 3,2 % par rapport au premier trimestre 2020. Il reste légèrement inférieur (- 1,8 %) au nombre de demandeurs d'emploi du deuxième trimestre 2019.

Baisse de la construction de logements

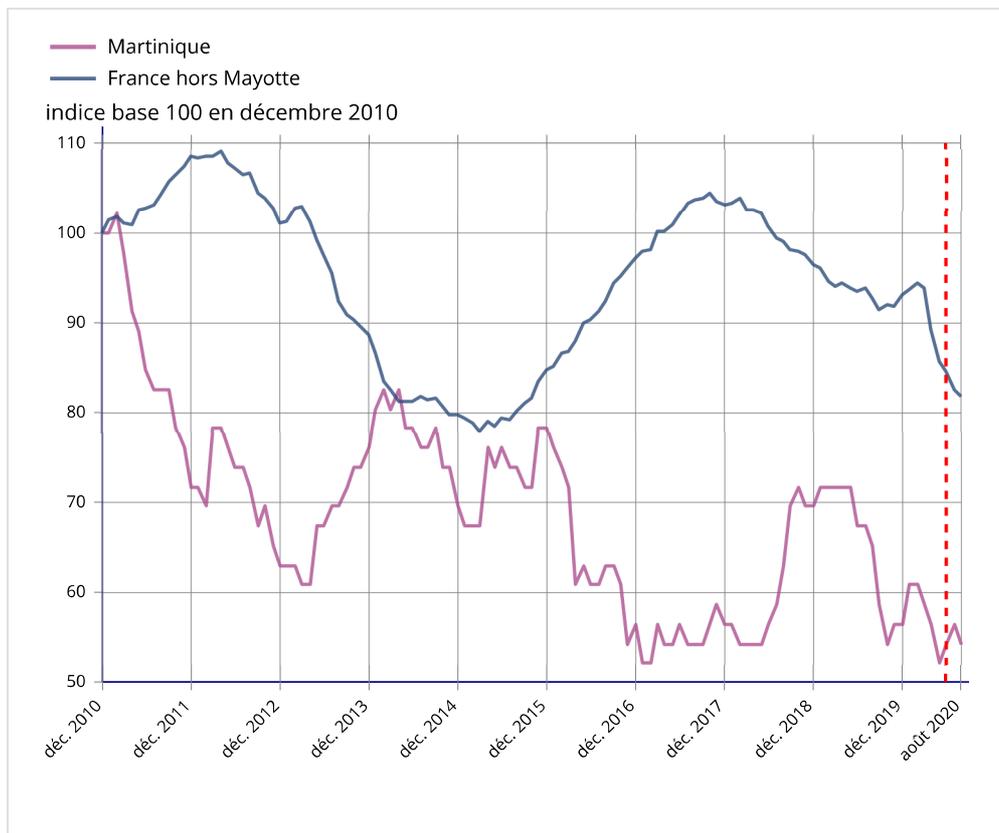
En Martinique, 2 500 logements ont été autorisés à la construction de juillet 2019 à juin 2020. Ce résultat est en baisse de 5,1 % par rapport au cumul annuel observé au premier trimestre et de 17,7 % par rapport à celui observé un an plus tôt (**figure 6**). Le nombre d'autorisations, à son plus haut niveau début 2014, est descendu au plus bas en mai 2020, avant de rebondir légèrement en juin.

Le cumul annuel pour la France hors Mayotte baisse plus fortement entre les premiers et deuxième trimestre (- 9,9 %). En glissement annuel (- 9,5 %), la baisse nationale est moins forte que celle observée en Martinique.

Les ouvertures de chantiers sur un an reculent avec seulement 2 000 déclarations. La baisse par rapport au cumul annuel à la fin du premier trimestre représente 3,1 %. En glissement annuel, la baisse atteint 13,3 %. Dans ce contexte de baisse générale la France hors Mayotte ne s'en sort guère mieux avec respectivement - 5,1 % et - 6,6 %.

Le cumul annuel des locaux autorisés s'inscrit également à la baisse entre les premiers et deuxième trimestre (- 10,0 %) et chute également en glissement annuel (- 11,3 %).

Figure 6 – Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

La fréquentation hôtelière est en chute libre

Durant le confinement, la plupart des hôtels sont restés fermés : en avril 2020, seul un hôtel sur huit était ouvert en Martinique, un taux inférieur à celui de l'ensemble de la France (près d'un quart). Au mois de juin, avec 70 % des établissements ouverts, la reprise est similaire à celle observée au niveau national (78 % d'hôtels ouverts) et plus dynamique qu'en Guadeloupe (54 %).

Le nombre de nuitées au deuxième trimestre 2020 chute de 93 % par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse d'activité est du même ordre de grandeur en Guadeloupe.

Le chiffre d'affaires est en chute libre aux mois d'avril et mai (- 90 % par rapport à l'année précédente). Malgré le déconfinement, la reprise n'est pas encore visible au mois de juin, avec une baisse du chiffre d'affaires de 75 % par rapport à juin 2019. La situation est similaire dans la restauration durant le confinement (- 90 % entre avril 2019 et avril 2020) mais la reprise est meilleure (- 24 % sur un an au mois de juin).

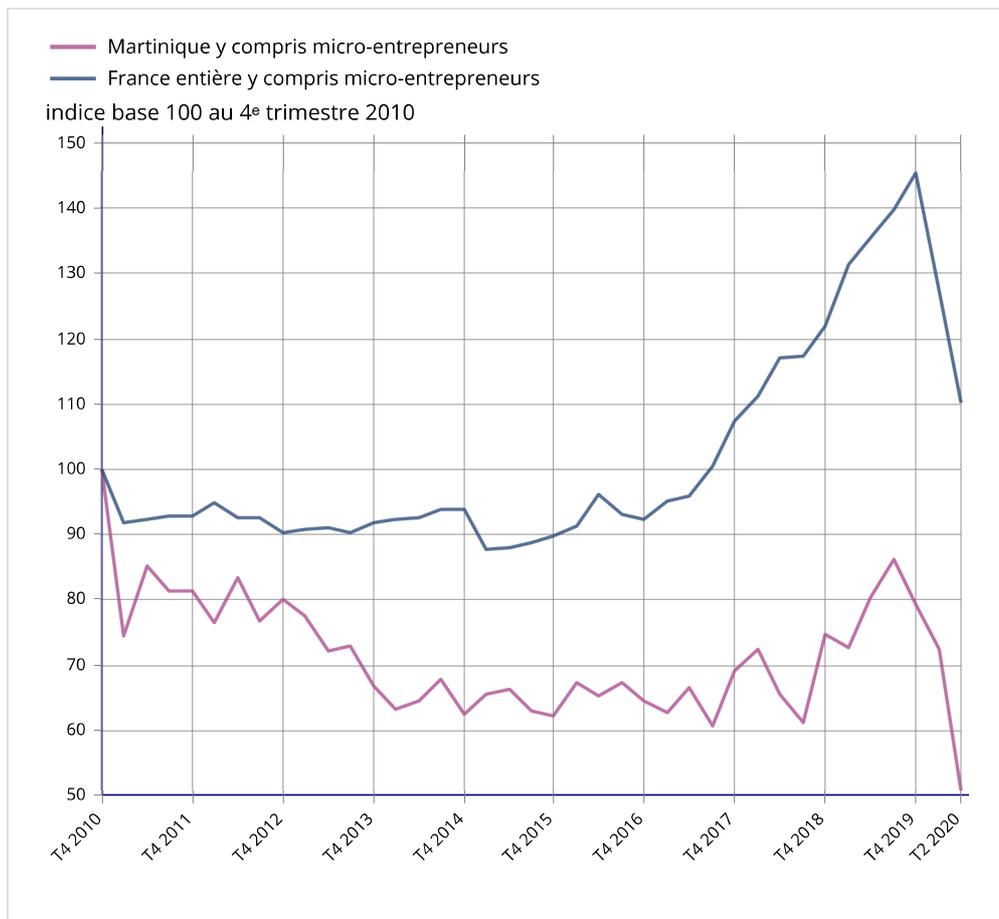
Le confinement accentue le repli de la création d'entreprises

Au deuxième trimestre 2020, 613 entreprises ont été créées en Martinique. La création d'entreprises était au plus haut au troisième trimestre 2019, depuis elle ne cesse de reculer (**figure 7**). Le recul est de 30 % par rapport au premier trimestre 2020. La fermeture des centres de formalités des entreprises durant le confinement a limité la création d'entreprises entre les mois de mars et mai 2020. Ainsi, 57 % des créations du trimestre se concentrent sur le mois de juin. Hors micro-entrepreneurs, la baisse est d'autant plus forte (- 58 %). Le micro-entrepreneuriat est à l'origine d'une création d'entreprise sur trois.

Ce trimestre, les immatriculations baissent fortement dans tous les secteurs d'activités. Dans le secteur tertiaire, qui rassemble à lui seul quatre créations sur cinq, les immatriculations du secteur des services décroissent de 23 %, celles du secteur du commerce, transports et restauration-hébergement chutent de 38 %. Le secteur secondaire n'est pas épargné : les créations diminuent de 46 % dans la construction et de 17 % dans l'industrie.

Sur un an, le nombre de créations d'entreprises chute de 37 %. Le secteur du commerce, transports et restauration-hébergement est celui qui est le plus impacté (- 48 %). Les créations du secteur des services se replient de 33 %. Les immatriculations de la construction se contractent de 35 %. Le secteur de l'industrie quant à lui est en baisse de 16 %. En Guadeloupe, la création sur un an est également très touchée (- 32 %). Au niveau national, la création annuelle diminue de 19 %.

Figure 7 – Créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Contexte international – Une reprise progressive dans un contexte d'incertitudes

Dans les économies touchées au printemps par l'épidémie, l'activité se relève progressivement de sa chute du deuxième trimestre, liée à l'instauration des mesures de restrictions sanitaires. Ce rebond prend des configurations qui peuvent varier selon les pays. Dans les pays occidentaux, la demande intérieure s'est redressée avec l'allègement des restrictions et les mesures de soutien aux ménages. De son côté, l'activité chinoise est portée par le dynamisme de sa production et de ses exportations, mais la consommation intérieure reste en retrait. La reprise dans le monde pourrait toutefois ralentir à l'automne, dans un contexte d'incertitudes autour d'une résurgence de l'épidémie qui entraînerait de nouvelles mesures sanitaires, et de la tenue des élections américaines.

Contexte national – La reprise entamée à la levée du confinement pourrait marquer le pas d'ici la fin de l'année

Depuis la levée des mesures de restrictions, l'activité a entamé une reprise graduelle. Au troisième trimestre, la plupart des secteurs ont progressivement retrouvé un niveau d'activité proche de celui d'avant-crise, mais certains restent pénalisés par les effets de la crise sanitaire (transport aérien de voyageurs, hébergement et restauration, activités culturelles, ...). La consommation des ménages, en net rebond dès la fin du confinement, se serait globalement maintenue durant l'été à un niveau proche de celui d'avant-crise.

Au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au troisième trimestre (+16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 %.

Pour en savoir plus

- > [Tableaux de bord Conjoncture Martinique](#)
- > [Statistiques de l'emploi intérimaire](#) 
- > [Statistiques du logement](#) 
- > Eliot N., [En 2019, le chômage recule en Martinique](#), Insee Analyses n°38, avril 2020



Institut national de la statistique et des études économiques

Insee Service Territorial de Martinique - Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1 - 5, rue Saint-Christophe - CS 10641 - 97262 Fo
France Cedex

Directeur de la publication : Yves CALDERINI